

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/ADP/W/1

G/SCM/W/9

7 juillet 1995

(95-1878)

**Comité des pratiques antidumping
Comité des subventions et des mesures compensatoires**

Original: anglais

QUESTIONS CONCERNANT LES NOTIFICATIONS DE LOIS ET REGLEMENTATIONS PRESENTEES PAR LE GOUVERNEMENT CHILIEN AU TITRE DES ARTICLES 18.5 ET 32.6 DES ACCORDS

Le Bureau du Représentant des Etats-Unis pour les questions commerciales internationales a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après datée du 3 juillet 1995.

Conformément à ce qui a été convenu au Comité des pratiques antidumping et au Comité des subventions et des mesures compensatoires, vous trouverez ci-joint la liste des questions que nous entendons soulever à la réunion conjointe consacrée à l'examen des législations qui se tiendra pendant la semaine du 17 juillet. Je précise que mes autorités m'ont informé qu'elles poseront des questions additionnelles, concernant notamment le "dommage". Tout sera fait pour que ces questions additionnelles vous parviennent le plus rapidement possible.

Généralités

1. Quel est le fondement juridique de la déclaration du Chili selon laquelle l' Accord antidumping et l' Accord sur les subventions et les mesures compensatoires (Accord SMC) issus du Cycle d'Uruguay ont force de loi au Chili?
2. Quel est le statut juridique de la publication de la Commission nationale chargée d'enquêter sur l'existence de distorsions dans le prix des marchandises importées ("directives"), qui décrit d'une manière générale les procédures et les méthodes appliquées par le Chili dans les enquêtes antidumping et les enquêtes en matière de droits compensateurs, mais qui n'a pas été notifiée au Comité des pratiques antidumping et au Comité des subventions et des mesures compensatoires de l'OMC?

Pratiques antidumping

3. Au paragraphe 2 de l'article premier du règlement, il n'est pas fait de distinction entre le prix à l'exportation et le prix à l'exportation construit et il n'est prévu aucune déduction pour la conversion des prix des producteurs liés en prix à l'exportation construits. Le Chili convertit-il les prix des distributeurs chiliens liés à des producteurs ou à des exportateurs étrangers en prix à l'exportation construits? Le cas échéant, que déduit-on du prix de départ au Chili pour calculer le prix à l'exportation construit? Des déductions sont-elles effectuées pour tenir compte des bénéfices et de la valeur ajoutée? Le cas échéant, comment ces déductions sont-elles calculées? Voir les articles 2.3 et 2.4 de l' Accord antidumping.

4. La loi et le règlement notifiés par le Chili ne contiennent pas de disposition relative aux ventes des pays intermédiaires. Comment le Chili détermine-t-il la valeur normale d'un produit qui n'est pas importé directement de son pays d'origine, mais exporté vers le pays importateur à partir d'un pays intermédiaire? Voir l'article 2.5 de l'Accord antidumping.

5. Ni la loi ni le règlement ne contiennent de dispositions relatives à l'ajustement des prix sur l'un ou l'autre marché. Or l'article 2.2 des directives indique que des ajustements seront réalisés de façon à ce que la comparaison puisse être effectuée au même stade de commercialisation et de façon à tenir compte des différences dans les caractéristiques physiques, les conditions de vente, les droits, les taxes, etc. Comment le Chili détermine-t-il si une différence dans les frais justifie un ajustement? Voir l'article 2.4 de l'Accord antidumping.

6. Comment le Chili ajuste-t-il les prix pour que la comparaison puisse être effectuée au même stade de commercialisation?

7. Le Chili procède-t-il à des ajustements pour compenser les différences dans les quantités vendues sur chaque marché? Le cas échéant, comment ces ajustements sont-ils calculés?

8. Comment le Chili convertit-il les prix sur le marché des pays exportateurs en monnaie chilienne? Prière d'expliquer comment cette méthode est compatible avec l'article 2.4.1 de l'Accord antidumping.

9. L'article premier du règlement dispose que la valeur normale peut être calculée à partir du coût de production majoré des frais de commercialisation et d'administration et des frais de caractère général ainsi que des bénéfices quand elle ne peut pas être calculée à partir des ventes sur le marché intérieur parce que de telles ventes n'ont pas lieu au cours d'opérations commerciales normales, ou pour d'autres raisons. Comment le Chili détermine-t-il si les ventes sur le marché intérieur ont lieu au cours d'opérations commerciales normales? Voir l'article 2.2 de l'Accord antidumping.

10. Comment le Chili calcule-t-il le coût de production? Dans quelles circonstances le Chili peut-il ne pas se servir à cette fin des registres tenus par le producteur/l'exportateur au cours des opérations commerciales normales? Le Chili ajuste-t-il le coût de production de façon à prendre en compte les frais non récurrents et/ou les frais de démarrage d'une production?

11. Comment le Chili calcule-t-il les frais de commercialisation et d'administration et les frais de caractère général ainsi que les bénéfices? Le Chili se fonde-t-il uniquement sur les renseignements fournis par le producteur/l'exportateur concernant le niveau réel de ses frais de commercialisation et d'administration et de ses frais de caractère général ainsi que de ses bénéfices?

12. Ni la loi, ni le règlement, ni les directives ne contiennent de dispositions spécifiques visant à écarter de la détermination de la valeur normale les ventes réalisées à des prix inférieurs au coût de production. Le Chili écarte-t-il de la détermination de la valeur normale les ventes réalisées dans le pays exportateur à des prix inférieurs au coût de production? Voir l'article 2.2.1 de l'Accord antidumping. En l'absence de dispositions permettant de déterminer si des ventes ont eu lieu à des prix inférieurs aux coûts, si elles ont été effectuées en quantités substantielles et si les prix pratiqués permettent de couvrir les frais dans un délai raisonnable, comment le Chili assurera-t-il la conformité de sa pratique avec l'article 2.2.1 de l'Accord antidumping?

13. Le Chili compare-t-il les prix des ventes sur son marché intérieur prises individuellement au prix des ventes sur le marché du pays exportateur prises individuellement, le prix moyen sur son marché intérieur au prix moyen sur le marché du pays exportateur ou le prix des ventes sur son marché intérieur

prises individuellement au prix moyen sur le marché du pays exportateur? Voir l'article 2.4.2 de l'Accord antidumping.

14. Comment le Chili calcule-t-il les marges de dumping pour les pays autres qu'à économie de marché? Voir l'article 2.7 de l'Accord antidumping.

Subventions

15. La définition du terme "subvention" donnée à l'article premier ne reprend pas le concept de "contribution financière" défini à l'article premier de l'Accord SMC. En l'absence d'une telle disposition, comment le Chili assurera-t-il la conformité de sa pratique avec l'article premier de l'Accord SMC?

16. Les documents notifiés ne mentionnent pas le concept de "spécificité" défini à l'article 2 de l'Accord SMC. En l'absence d'une telle disposition, comment le Chili assurera-t-il la conformité de sa pratique avec cet article?

17. L'article 19.4 de l'Accord SMC dispose que le subventionnement devrait être calculé sur la base du montant des subventions par unité du "produit subventionné et exporté" et qu'il ne sera perçu aucun droit compensateur dépassant ce montant. L'article 15 du règlement dispose que le montant du droit doit être calculé sur la base des distorsions des prix et non du montant unitaire des subventions comme le prévoit l'article 19.4 de l'Accord SMC. La marge de distorsion des prix peut-elle dépasser le montant unitaire de la subvention? Le cas échéant, comment le Chili assurera-t-il la conformité du calcul du subventionnement avec les dispositions de l'article 19.4 de l'Accord SMC?

18. L'article 15 du règlement semble permettre l'utilisation de "valeurs en douane minimales" en lieu et place de droits compensateurs. Une telle valeur en douane minimale peut-elle être supérieure au montant unitaire de la subvention? Le cas échéant, prière d'expliquer comment l'utilisation de valeurs en douane minimales à la place de droits compensateurs est compatible avec l'article 19.4 de l'Accord SMC qui dispose que les droits compensateurs ne doivent pas dépasser le montant de la subvention unitaire.

19. L'article 14 de l'Accord SMC contient des directives concernant le calcul du montant des subventions dans les situations suivantes: prise de participation au capital social d'une entreprise, prêt, garantie de prêt, fourniture de biens ou de services et achat de biens. Comment le Chili entend-il calculer l'avantage conféré au bénéficiaire par les subventions ci-dessus conformément aux articles premier et 14 de l'Accord SMC?

20. En vertu de l'article 8.2 de l'Accord SMC, les subventions de la catégorie verte ne donnent pas lieu à une action sous forme de mesures compensatoires. Les textes notifiés ne contiennent pas de dispositions exemptant les subventions de la catégorie verte de l'ouverture d'enquêtes en matière de droits compensateurs. En l'absence d'une telle disposition, comment le Chili entend-il assurer la conformité de sa pratique avec l'article 8.2 de l'Accord SMC?

Procédures

21. Comment le Chili détermine-t-il qu'une demande d'ouverture d'enquête bénéficie du soutien de la branche de production concernée conformément aux dispositions des articles 5.4 de l'Accord antidumping et 11.4 de l'Accord SMC?

22. L'article 4.4 a) des directives prévoit un calendrier très serré pour l'ouverture et la réalisation des enquêtes. En temps normal, le Chili respecte-t-il ce calendrier? Dans quelles circonstances l'ouverture ou la réalisation d'une enquête peut-elle être retardée?

23. L'article 4.4 b) des directives dispose que le Ministre des relations extérieures informera le gouvernement du pays exportateur en temps opportun. Que signifie l'expression "en temps opportun" par rapport à la date de réception de la demande? Voir les articles 5.5 de l'Accord antidumping et 13.1 de l'Accord SMC.

24. Comment le Chili se conforme-t-il aux prescriptions en matière de notification concernant l'ouverture des enquêtes, énoncées aux articles 6.1.3 et 12.1.1 de l'Accord antidumping et 22.2 et 22.3 de l'Accord SMC?

25. Le Chili dispose-t-il de règles concernant la divulgation de renseignements exclusifs en application d'ordonnances conservatoires dans le cadre des enquêtes? En l'absence de telles dispositions, comment le Chili assurera-t-il la conformité de sa pratique avec les dispositions des articles 6.5 de l'Accord antidumping et 12.3 de l'Accord SMC?

26. L'article 3.6 des directives dispose que la Commission peut demander que le Président applique des mesures provisoires dans les 60 jours suivant l'ouverture d'une enquête. Des mesures provisoires peuvent-elles être appliquées avant le 60ème jour si la Commission le demande et si le Président accède à cette demande avant le 60ème jour? Le cas échéant, comment cette procédure est-elle compatible avec les dispositions des articles 7.3 de l'Accord antidumping et 17.5 de l'Accord SMC?

27. L'article 22 du règlement dispose que si, à l'issue de l'enquête, il n'existe pas de distorsion ni de dommage, la Commission peut demander l'annulation des mesures provisoires. S'il n'y a ni marge de distorsion, ni dommage, pourquoi n'est-il pas prescrit que l'enquête doit être close, conformément aux dispositions des articles 5.8 de l'Accord antidumping et 11.9 de l'Accord SMC?

28. Comment les définitions des marges de dumping *de minimis* et des importations négligeables utilisées par les autorités chiliennes sont-elles compatibles avec les articles 5.8 de l'Accord antidumping et 11.9 et 27.10 de l'Accord SMC?

29. L'article 27.10 de l'Accord SMC contient des définitions spéciales des marges *de minimis* et des importations négligeables, applicables dans le cadre des enquêtes portant sur des produits originaires de pays en développement. Quels pays le Chili considère-t-il comme étant "en développement" dans le cadre des enquêtes en matière de droits compensateurs?

30. L'article 11 de la loi semble prévoir que des mesures provisoires peuvent être appliquées à compter de l'ouverture de l'enquête si la Commission en fait la demande. Cet article est-il conçu comme une disposition applicable dans des circonstances critiques? Le cas échéant, sur quels critères doivent être fondées la demande de la Commission et la décision concernant cette demande? Comment ces critères sont-ils compatibles avec l'article 10.6 de l'Accord antidumping?

31. Arrive-t-il que le Chili accepte des engagements au lieu d'imposer des droits antidumping ou des droits compensateurs? Le cas échéant, prière d'expliquer sur quelle base. Voir les articles 8 de l'Accord antidumping et 18 de l'Accord SMC.

32. L'article 4.4 a) des directives ne prescrit pas que le secrétariat doit spécifier aux parties intéressées, au début d'une enquête, quels renseignements leur seront réclamés et de quelle façon ces renseignements devraient être soumis. En l'absence d'une telle disposition, comment le Chili assurera-t-il

la conformité de sa pratique avec l'article 6.1 de l'Accord antidumping et avec le paragraphe 1 de l'annexe II dudit accord?

33. Les textes notifiés ne disposent pas que la Commission ne saurait ignorer les renseignements fournis par une partie quand cette partie a agi au mieux de ses possibilités, comme le prescrit le paragraphe 5 de l'annexe II de l'Accord antidumping. En l'absence d'une telle disposition, comment le Chili assurera-t-il la conformité de sa pratique avec l'Accord antidumping?

34. Les textes notifiés ne contiennent pas de disposition prévoyant qu'il faudrait voir si les parties intéressées sont raisonnablement à même de répondre, comme le prescrivent l'article 6.13 de l'Accord antidumping et le paragraphe 2 de l'annexe II dudit accord. En l'absence d'une telle disposition, comment le Chili assurera-t-il la conformité de sa pratique avec l'Accord antidumping?

35. Les textes notifiés ne ménagent pas aux entreprises interrogées la possibilité de corriger des renseignements insuffisants qu'elles auraient communiqués et n'obligent pas les autorités chiliennes à indiquer les raisons pour lesquelles elles rejetteraient des renseignements, comme le prescrit le paragraphe 6 de l'annexe II de l'Accord antidumping. En l'absence d'une telle disposition, comment le Chili assurera-t-il la conformité de sa pratique avec l'Accord antidumping?

36. L'article 3.6 des directives n'empêche pas le secrétariat d'utiliser des renseignements de source adverse sauf si une partie n'a pas coopéré en agissant au mieux de ses possibilités, comme le prescrit le paragraphe 7 de l'annexe II de l'Accord antidumping; l'article 3.6 des directives ne prescrit pas non plus que le secrétariat doit utiliser tous les renseignements vérifiables, communiqués en temps utile et utilisables sans difficultés indues fournis par une entreprise interrogée, comme le prescrit le paragraphe 3 de l'annexe II de l'Accord antidumping. En l'absence de telles dispositions, comment le Chili assurera-t-il la conformité de sa pratique avec l'Accord antidumping?

37. L'article 11 de la loi ne prescrit pas que le secrétariat doit faire preuve d'une circonspection particulière si elle utilise des renseignements de source secondaire et, lorsque cela est réalisable, qu'elle doit vérifier ces renseignements auprès de sources indépendantes, comme le dispose le paragraphe 7 de l'annexe II de l'Accord antidumping. En l'absence d'une telle disposition, comment le Chili assurera-t-il la conformité de sa pratique avec l'Accord antidumping?

38. L'article 18 du règlement autorise la Commission, "si elle dispose d'éléments à cet effet", à recommander au Président de la République, par l'intermédiaire du Ministre des finances, "de modifier ou d'annuler l'application des mesures en vigueur avant leur extinction". Sur quelle base une mesure peut-elle être modifiée ou annulée de façon anticipée?

39. Quelles procédures régissent les examens au titre de l'article 18 du règlement? Par exemple, les parties intéressées peuvent-elles demander à la Commission la modification d'une mesure ou son annulation anticipée? Sur quels types de renseignements la recommandation de la Commission doit-elle s'appuyer? Les décisions de la Commission, du Ministre des finances et du Président sont-elles prises de façon discrétionnaire? Un délai de dix jours est-il suffisant pour traiter les questions soulevées?

40. L'article 9.3.2 de l'Accord antidumping prescrit le remboursement, sur demande, du montant des droits définitifs fixés sur une base prospective et acquittés en dépassement de la marge de dumping ou de la subvention effective. La loi chilienne en vigueur ne semble pas prévoir cette possibilité de correction (même si elle prévoit le remboursement de la différence entre les droits provisoires et les droits définitifs). En l'absence d'une telle disposition, comment le Chili assurera-t-il la conformité de sa pratique avec l'Accord antidumping?

41. Les textes notifiés ne prévoient pas de réexamen pour les nouveaux exportateurs. En l'absence d'une telle disposition, comment le Chili assurera-t-il la conformité de sa pratique avec l'article 9.5 de l'Accord antidumping?

42. Comment les autorités chiliennes déterminent-elles si une marchandise importée tombe sous le coup d'une ordonnance antidumping ou d'une ordonnance en matière de droits compensateurs ou si elle est originaire du pays visé par l'ordonnance en question?

Révision judiciaire

43. Les déterminations en matière de droits antidumping ou de droits compensateurs peuvent-elles faire l'objet au Chili d'une révision judiciaire indépendante, comme le prescrivent les articles 13.1 de l'Accord antidumping et 23 de l'Accord SMC?

44. Qui peut faire appel d'une décision en matière de droits antidumping ou de droits compensateurs?

45. Quels types précis de déterminations peuvent faire l'objet d'une révision judiciaire? Quelles règles les tribunaux chiliens appliquent-ils pour le réexamen de chaque type de détermination en matière de droits antidumping ou de droits compensateurs?

46. Y a-t-il déjà eu au Chili des décisions judiciaires portant sur des affaires en rapport avec des droits antidumping ou des droits compensateurs? Le cas échéant, où trouve-t-on ces décisions et les renvois à ces décisions?